

Brian Mulroney veut respecter sa promesse de «rapatrier le Québec»

BERNARD DESCÔTEAUX

OTTAWA — Si les libéraux ont réussi pendant leur règne à rapatrier la constitution canadienne au pays, le nouveau gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney a déjà pour sa part défini sa priorité en matière constitutionnelle: «rapatrier le Québec» au sein de la fédération canadienne.

La comparaison qu'on emploie dans l'entourage de M. Mulroney est savoureuse et exprime bien le changement de cap qui se prépare dans le dossier constitutionnel. Non seulement veut-on mettre fin au régime

d'affrontement avec les provinces, mais aussi veut-on réparer les pots cassés par les libéraux.

Ce changement de cap avait été promis de façon explicite par M. Mulroney aux Québécois. Et au lendemain de l'élection, on tient à signifier que la promesse sera respectée. «À l'hiver, on sera déjà dans un tout autre climat», dit-on croire en évoquant un dégel des relations du gouvernement fédéral avec le Québec.

Le nouveau premier ministre lui-même, dès le lendemain de son élection, avait d'ailleurs noté l'importance de la question constitutionnelle. Le vote massif du Québec pour les

conservateurs avait été un «oui» à la définition d'un nouveau rôle pour le Québec au sein de la fédération canadienne, avait-il dit alors. Le premier ministre du Québec, René Lévesque, avait semblé d'accord puisqu'il avait levé l'embargo sur la participation du Québec aux conférences fédérales-provinciales.

Cette volonté de «rapatrier le Québec» ne se traduira pas, prévient-on cependant, par une relance prochaine des discussions constitutionnelles. L'objectif immédiat est plutôt de commencer à décriper les relations entre les deux ordres de gouvernement, avec le Québec

comme avec les autres provinces. L'approche qui a été choisie est «une approche graduée» qui prévoit qu'il faut commencer avant toute chose par rétablir un climat de confiance, notamment dans le secteur économique.

Certes l'objectif ultime de M. Mulroney est de convaincre l'Assemblée nationale du Québec de ratifier l'accord constitutionnel de 1981. Le chef conservateur l'a dit d'ailleurs on ne peut plus clairement dans son «discours de Sept-Îles» le 6 août. Mais il disait aussi qu'il ne voulait rien précipiter à cet égard.

Voir page 8: Brian Mulroney



M. Brian Mulroney

Pères et Shamir vont alterner à la tête d'Israël

JÉRUSALEM (AFP, Reuter) — Israël s'est doté hier d'un gouvernement d'union nationale, qui sera dirigé alternativement par les chefs des deux grandes formations politiques Shimon Pérès et Yitzhak Shamir, mettant fin à la dernière minute à une crise politique de 52 jours.

L'accord, signé à la Knesseth au prix d'un «compromis historique», est sans précédent dans l'histoire parlementaire israélienne. MM. Pérès et Shamir dirigeront chacun le pays durant une période de deux ans à la tête d'un gouvernement paritaire pléthorique de 25 membres, le plus important depuis la création de l'État.

Avec les vice-ministres adjoints encore à désigner, il est prévu que près d'un parlementaire sur trois de la majorité siègera au gouvernement. Dans son discours d'investiture, M. Pérès a affirmé qu'il comptait sur le soutien de 97 des 120 députés de cette onzième Knesseth qui sera caractérisée, a-t-il souligné, par «l'apparition d'un nouveau style de vie politique».

«La priorité numéro un de ce gouvernement sera de faire face aux graves problèmes économiques du pays», a-t-il dit. «En matière de défense, nous nous efforcerons avant tout d'assurer la sécurité de la Galilée et de procéder à un retrait de nos troupes du Liban».

M. Pérès a aussi lancé un appel aux pays arabes, «en particulier au roi Hussein de Jordanie, qui devrait opter pour le dialogue avec Israël».

M. Pérès, qui est favorable au dialogue, a lancé de la tribune de la Knesseth un appel retentissant au monde arabe.

Voir page 8: Israël



Le pape Jean-Paul II, peu avant la messe en plein-air à Moncton, hier. Le pape a loué le courage des Acadiens qui, a-t-il dit, ont su garder leur culture et leur foi en dépit de leurs épreuves.

Le pape compare les épreuves des Acadiens à celles des Polonais

JEAN-PIERRE PROULX

Le pape Jean-Paul II a rendu hier matin un vibrant hommage aux Acadiens «dont les épreuves, a-t-il dit, lui rappellent celles de son pays», la Pologne.

«Malgré les épreuves de la déportation et même les menaces de l'anéantissement dues aux vicissitudes politiques, les Acadiens, a dit le pape, furent en même temps fidèles à leur foi, fidèles à leur culture, fidèles à leur terre où ils s'efforcèrent constamment de revenir, dans la plus grande pauvreté, privés du ministère des prêtres, des moyens d'éducation et des droits politiques».

«L'Église qui, en ce lieu, reçoit aujourd'hui le pape, est l'aboutissement magnifique d'une implantation laborieuse et d'une histoire tourmentée, ou nous admirons la ténacité de vos ancêtres».

Jean-Paul II est arrivé à Moncton vers 10h00, heure locale, en provenance de Saint-Jean de Terre-Neuve. Une grande foule s'est massée, malgré la pluie, sur le parcours de la papamobile entre l'aéroport de Moncton et la cathédrale où le pape s'est d'abord rendu. Il y a été accueilli par l'archevêque Mgr Donat Chiasson.

Après donc avoir évoqué le temps

où les laïcs, faute de prêtres, «ont assuré les rassemblements de prière et entretenu la foi (...), le peuple acadien, a dit le pape, a relevé la tête et la floraison de la foi catholique n'a pas manqué».

Jean-Paul II a rappelé la mémoire de l'abbé François-Michel Richard venu rencontrer le pape Pie X «pour témoigner de l'histoire héroïque des Acadiens et de leur besoin d'un évêque compatriote».

Les Acadiens ont en effet éprouvé, beaucoup de difficulté au siècle dernier à obtenir un évêque sorti de leur rang. Le clergé irlandais marquait très peu d'intérêt envers les particularités culturelles de leurs fidèles acadiens, convaincus que l'avenir du catholicisme hors du Québec serait mieux assuré en anglais. Les Acadiens finirent de haute lutte par obtenir leur évêque. En Ontario, du reste, comme dans les provinces de l'Ouest, les Canadiens français éprouvaient les mêmes difficultés. C'est à cette lutte qu'en 1910, Henri Bourassa, le fondateur du DEVOIR, avait fait écho dans son célèbre discours de Notre-Dame.

Pie X, a rappelé hier le pape, a remis à l'abbé Richard «un calice d'or en gage de sa sollicitude et de sa promesse. Aujourd'hui, c'est l'évêque de

Voir page 8: Le pape compare

■ Une liste d'engagements pour les communautés chrétiennes

—page 3

LE DEVOIR ÉCONOMIQUE

SPÉCIAL: La Bourse de Montréal

Le DEVOIR publie aujourd'hui un cahier spécial sur la Bourse de Montréal. On y traite de l'évolution de cette institution, de son fonctionnement et de l'importance grandissante des marchés à terme et des options. La protection des épargnants, l'éducation boursière et le rôle de plus en plus actifs des femmes y font également l'objet d'articles. Enfin, il y est aussi question des avantages et désavantages pour une entreprise de faire un appel public à l'épargne

La performance de la Banque d'Épargne

Même si les résultats du troisième trimestre n'ont guère été reluisants et que le quatrième ne devrait guère être mieux, le nouveau président de la Banque d'Épargne, M. Pierre Goyette, n'en affirme pas moins que l'institution qu'il dirige a l'un des rythmes de croissance les plus rapides parmi les grandes banques du Canada. Page 9.



Airbus l'emporte

Au terme de très longues négociations, la société européenne Airbus Industrie vient de réussir un coup d'éclat qui devrait lui permettre une percée majeure sur le marché américain. Pan Am a en effet annoncé hier qu'elle avait décidé d'acheter 28 appareils du groupe européen, au détriment du constructeur américain Boeing. La transaction est estimée à environ \$ 1 milliard US. Page 9.

Micro-ordinateurs

Les Banques Nationale et Royale ont accepté de financer l'achat de 3,000 micro-ordinateurs par les étudiants des facultés de génie du Québec. Il s'agit là de l'avant dernière étape des négociations entreprises par le regroupement des étudiants dans ce dossier. Il leur reste en effet à convaincre le gouvernement du Québec de garantir les prêts et de payer les intérêts. Page 9.

LE «SENTIER LUMINEUX» DE LA RÉVOLUTION PÉRUVIENNE

Des rebelles emprisonnés lèvent un coin du voile sur leur déroutant combat

LIMA — Ils lancent des bâtons de dynamite, occupent des villages, recrutent les pauvres et endoctrinent la jeunesse. Idéalistes dédiés à la création d'un monde meilleur, pour les uns, ce sont, pour les autres, de simples exécuteurs fanatiques.

On songe à un front de plus de la guérilla en Amérique latine, celui-ci au coeur des Andes péruviennes, chez les Indiens quechuas. Mais le combat des guérilleros du Sentier lumineux, contre lesquels le gouvernement péruvien a récemment lancé une opération militaire de grande envergure, est sans égal sur le continent.

Se présentant comme la seule avant-garde révolutionnaire mondiale, le Sentier lumineux affiche le même mépris pour La Havane, Moscou et Pékin. Seuls les ex-leaders chinois de la «Bande des quatre» semblent mériter leur admiration.

Ils déroutent les libéraux et la gauche péruvienne, pourtant généralement sympathiques aux révolution-

MARLISE SIMONS
The New York Times

naires. Au Pérou, le Sentier lumineux a été condamné par l'extrême-gauche parlementaire et le maire — pourtant marxiste — de Lima. Même le ministère chinois des Affaires étrangères les a désavoués.

Le conflit entre ces maquisards et le gouvernement du président Belaunde Terry a déjà fait un nombre considérable de victimes. En août 1984, on a découvert plusieurs charniers contenant les cadavres de présumées victimes de la répression militaire contre la guérilla.

Pendant longtemps, la seule chose que l'on savait de ces rebelles était qu'ils exécutaient toute personne considérée ennemie. Leurs effectifs, leur type d'organisation ainsi que leur idéologie demeuraient un mystère complet. Ils restaient discrets dans les médias, et même leur fondateur et leader, Abimael Guzman, n'avait pas été vu en public depuis

cinq ou six ans.

De récentes visites à deux prisons péruviennes — une pour les hommes, une pour les femmes — ont toutefois permis d'obtenir des entrevues avec certains cadres de cette organisation. On en retire un aperçu direct de la nature et de la philosophie du mouvement.

Quelque 855 personnes sont emprisonnées au Pérou sous accusation de terrorisme, selon des chiffres officiels. De ce nombre, 260 personnes se trouvent à Lurigancho, lugubre bâtiment situé sur une bande désertique aux portes de la capitale et qui est aussi la plus importante prison du pays.

Comparativement aux autres blocs bruyants et désordonnés, où les gardiens disent ne pas pouvoir assurer la sécurité des visiteurs, l'aile «politique» de Lurigancho, qui est séparée du reste du bâtiment, est un modèle de calme et de travail.

Au Pérou, où les autorités pénitentiaires ne fournissent ni nourriture, Voir page 8: Des rebelles



Les corps de 18 paysans tués dans une escarmouche avec les rebelles du «Sentier lumineux» sont exposés sur la place publique à Huamanguilla, au sud-ouest du Pérou. Ils ont été tués au début de la semaine près du village de Pacooro

Tassé le Boursier

Huit succursales au Québec

Tassé & Associés, Limitée

879-2100